

Avis du Gouvernement

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira au bureau des Terres de la Couronne, à Trois-Rivières, le 10 juillet 1905, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries. 2145

AVIS.

La formation d'une association sous le nom de "The Lake Edward Sanatorium", pour l'érection, fournitures et maintien d'un Sanatorium ou Hôpital au Lac Edouard, dans la province de Québec, ou à tel autre endroit qui peut être choisi, pour le traitement et guérison de personnes pratiquant la religion protestante, souffrant de la maladie de tuberculose et de maladies de même nature et espèce, et que, dans l'opinion des médecins de l'Association, sont encore susceptibles d'être guéries, a été autorisée par ordre en conseil, en date du 2e jour de juin 1905.

Le principal bureau de l'Association sera au Lac Edouard.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.
Québec, 2 juin 1905. 2135

Québec, 2 juin 1905.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, en date du 2 juin 1905, d'autoriser, en faveur de Antoine Raoul Leduc, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant dans le village de Huntingdon, comté de Huntingdon, district de Beauharnois, la transmission des minutes, répertoire et index de feu I. I. Crevier, en son vivant notaire public, demeurant et pratiquant dans la paroisse de Saint-Anicet, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

2137 L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

La compagnie "United Shoe Machinery Company of Canada" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Frank W. Knowlton, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.
Québec, 6 juin 1905. 2153

La compagnie "The Singer Manufacturing Company of New Jersey," états-unis d'Amérique, a été autorisée à faire des affaires dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Albert J. Brown, de la cité de Montréal.

JOS. BOIVIN,
Sous secrétaire de la province.
Québec, 8 juin 1905. 2189

Government Notice

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at the Crown Lands Office, at Three Rivers, on the 10th July, 1905, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries 2146

NOTICE.

The formation of an association under the name of "The Lake Edward Sanatorium", for the erection, equipment and maintenance of a Sanatorium or Hospital at Lake Edward, in the province of Quebec, or such other place as may be chosen, for the treatment and cure of persons, professing the protestant faith, suffering from the disease of tuberculosis or kindred and allied diseases, and who, in the opinion of the physicians of the Association, are still susceptible of being cured, has been authorized by order in council, dated the 2nd of June, 1905.

The head office of the Association will be at Lake Edward.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.
Québec, 2nd June, 1905. 2136

Québec, 2nd June, 1905.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council, dated the 2nd June, 1905, to authorize, in favor of Antoine Raoul Leduc, esquire, notary public, practising and residing in the village of Huntingdon, in the county of Huntingdon, district of Beauharnois, the transfer of the minutes, repertory and index of the late I. I. Crevier, in his lifetime notary public, residing and practising in the parish of Saint Anicet, in the said county and district, pursuant to the provisions of the notarial code.

2138 L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

The "United Shoe Machinery Company of Canada" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Frank W. Knowlton, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.
Québec, 6th June, 1905. 2154

The Singer Manufacturing Company of New Jersey, united states of America, has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings against it, is Mr. Albert J. Brown, of the city of Montreal.

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.
Québec, 8th June, 1905. 2190

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du trente et unième jour de mai 1905, par lesquelles le nom de "La Compagnie du Téléphone du comté de Saint-Maurice" a été changé par celui de "La Compagnie du Téléphone Saint-Maurice et Champlain," et son fonds social a été porté à quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisant le nouveau fonds social en quatre cent soixante et onze (471) actions de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour de juin 1905.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2157

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du sixième jour de juin 1905, incorporant MM. Andrew H. McDowell, importateur, Robert F. Walker, commis voyageur, Benjamin W. Beyer, gérant, Eva V. Mingle, sténographe, et Seth Leet, avocat et conseil du Roi, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir : prendre et acquérir le stock de commerce, clientèle et actif des affaires ci-devant et maintenant faites dans la dite cité de Montréal par l'un des requérants, à savoir : le dit Andrew H. McDowell ; de faire les affaires en général de marchands de gros et de détail, importateurs et agents manufacturiers dans toutes ses branches ; manufacturer toute sorte de marchandises sèches et de vêtements, et entreprendre toutes autres affaires ou commerce ou manufacture qui peuvent être nécessaires ou y ayant rapport ; acquérir et posséder, par aucun titre quelconque des immeubles, magasins ou manufactures, en opération par toute espèce de pouvoirs qui peuvent être nécessaires ou utiles pour les dites affaires et en disposer ; acquérir et posséder par aucun titre quelconque toutes patentes d'invention, marques de commerce, droits de propriété ou privilèges semblables qui peuvent être utiles à la dite compagnie, et en général de faire toutes choses ou faire toutes affaires ou contrat qui peuvent être en rapport ou avantageux pour le progrès des objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "The Andrew H. McDowell Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce septième jour de juin 1905.

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

2191

No 730.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Annexion de lots à une municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 7 juin courant, 1905, d'annexer à la municipalité scolaire de Notre-Dame des Anges de Montauban, comté de Portneuf, les rangs 1, 2, A, B, C, E, F et G, du canton de Montauban, dans le même comté. Ces rangs ne font partie d'aucune municipalité scolaire.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1905. 2185

No 842.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 7 juin courant, 1905, de détacher de la municipalité

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act" supplementary letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of May, 1905, whereby the name of "La Compagnie du Téléphone du comté de Saint Maurice" has been changed to that of "La Compagnie du Téléphone Saint Maurice et Champlain", and its capital stock has been increased to the amount of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), dividing the additional capital into four hundred and seventy one (471) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this sixth day of June, 1905.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

2158

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the sixth day of June 1905, incorporating Messrs Andrew H. McDowell, importer, Robert F. Walker, commercial traveller, Benjamin W. Beyer, manager, Eva V. Mingle, stenographer, and Seth Leet, advocate and King's counsel, all of the city of Montreal, for the following purposes, viz : to take over and acquire the stock in trade, goodwill and assets of the business heretofore and now being carried on in said city of Montreal by one of your petitioners, to wit : the said Andrew H. McDowell ; to carry on the business of general wholesale and retail merchants, importers and manufacturers agents, in all its branches ; to manufacture all kinds of dry goods and clothing, and to engage in any other business or trade or manufacture which may be necessary or incidental thereto ; to acquire, hold and dispose of, by any title whatsoever, and real estate, warehouse or factory operated by any kind of power, that may be necessary or convenient for the said business ; to acquire, hold and dispose of, by any title whatever, any patents of invention, trade marks or copyrights, or similar privileges, which may be of use to the said company, and generally, to do anything, or enter into any business or contract which may be incidental or expedient for the furtherance of the objects hereinabove set forth, under the name of "The Andrew H. McDowell Company," with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this seventh day of June, 1905.

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

2192

No. 730.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Annexation of lots to a school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th of June, 1905, to annex to the school municipality of Notre Dame des Anges de Montauban, county of Portneuf, ranges 1, 2, A, B, C, E, F and G, of the township of Montauban, in the same county. These ranges do not form part of any school municipality.

This annexation will take effect only on the 1st of July next, 1905. 2186

No. 842.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundary of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th of June, 1905, to detach from the school

ecolaire de Sainte-Brigitte, comté de Nicolet, le lot ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Brigitte, le No 94, et de l'annexer à la municipalité scolaire de la Visitation-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie, comté d'Yamaska.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1905. 2183

No 800.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 7 juin courant, 1905, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Damase, comté de Matane, les lots ayant les numéros 1, 2, 3 et 4, des 8e et 9e rangs du canton McNider, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Moïse, dans le même comté.

Cette annexion prendra effet le 1er juillet prochain, 1905. 2181

No 1250.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire les huit premiers rangs du canton Mousseau, dans le comté de Montcalm, sous le nom de "L'Ascension." Ce canton ne fait partie d'aucune municipalité scolaire.

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet 1905. 2091-2

No 952.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Anne-du-Sault, comté d'Arthabaska, le lot ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne-du-Sault le numéro 346, et l'annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet.

Cette annexion, si elle est autorisée, prendra effet le 1er juillet prochain, 1905. 2087-2

Avis est par le présent donné qu'une req a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Hector L. Cardin, notaire public, demeurant et pratiquant en le village de Massueville, comté et district de Richelieu, laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu A. Durocher, en son vivant notaire public, pratiquant en le dit village de Massueville, dits comté et district, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
2001.3 Secrétaire de province.



PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES, MINES ET PECHERIES

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 13 mai 1905.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins,

municipality of Sainte-Brigitte, in the county of Nicolet, the lot bearing the number 94, on the official cadastre of the parish of Sainte-Brigitte, and to annex the same to the school municipality of la Visitation de la Bienheureuse Vierge Marie, county of Yamaska.

This annexation will take effect only on the 1st of July next, 1905. 2184

No. 800.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundary of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the 7th of June, 1905, to detach from the school municipality of Saint Damase, county of Matane, the lots bearing the numbers 1, 2, 3 and 4, of the 8th and 9th ranges of the township McNider, and to annex them to the school municipality of Saint Moïse, in the same county.

This annexation will take effect only on the 1st of July, 1905. 2182

No. 1205.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to erect into a school municipality the first eight ranges of the township Mousseau, in the county of Montcalm, under the name of "L'Ascension." This township does not form part of any school municipality.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July, 1905. 2092

No. 952.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to bound school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte Anne du Sault, county of Arthabaska, the lot bearing on the official cadastre of the parish of Sainte Anne du Sault, the number 346, and to annex it to the school municipality of Sainte Eulalie, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1905. 2088

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Hector L. Cardin, notary public, practising and residing in the village of Massueville, in the county and district of Richelieu, by which he asked for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late A. Durocher, in his lifetime notary public, practising in the said village of Massueville, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
2002 Provincial Secretary



PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS, MINES AND FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 13th May, 1905.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Québec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area,

et dans l'état ou elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, en cette ville, le JEUDI, 22 JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands, Mines and Fisheries, in this city, on THURSDAY, 22nd day of JUNE next, at TEN o'clock A. M.

OTTAWA SUPERIEUR.

	Superficie Milles carrés.
Bloc A.	
3ème rang, 11.....	50
4ème rang, 10 à 14, chacune.....	50
" 15 moitié nord.....	25
" 16 moitié sud.....	25
" 17 à 19, chacune.....	50
" 20 moitié nord.....	24½
" 20 moitié sud.....	27½
5ème rang, 17 à 23, chacune.....	50
6ème rang, 10 moitié nord.....	25
" 11 moitié nord.....	25
" 13.....	50
" 20 à 23, chacune.....	50
Rivière du Lièvre, branche N.-O., No 7.....	50
" " " 8.....	50
" " " 9.....	50
" " " branche du milieu No 7... 40	
" " " " " 8... 30	
Rivière Ottawa, 607.....	22

SAINT MAURICE.

Manouan 1, nord.....	50
" 2, nord.....	24
" 3, nord.....	35
" 1, sud.....	50
" 2, sud.....	50
" 3, sud.....	45
" 8, sud.....	30
" 9, sud.....	21
Haut Saint-Maurice, 9 à 14, chacune.....	50
" " 15.....	60
" " 16.....	38
" " 17 à 27, chacune.....	50
" " 28.....	62
" " 29.....	35
" " 30.....	30
" " 31 à 34 chacune.....	50
Rivière Croche, A.....	40
" B.....	34½
" C.....	50
" D.....	37½
" E.....	41
Arrière Rivière Trenche Ouest.....	57
Lac à la Carpe.....	22

SAINT-CHARLES.

Rivières du Moulin, 4.....	12
Rivières aux Ecorces et au Canot.....	39
Rivières aux Ecorces, 5.....	29
" " 6.....	41
Rivière au Canot, 1.....	26
Grande Pikauba, 2.....	38
" " 3.....	38
Rivière Sainte-Anne de Beaupré, 1.....	28
" " " 2.....	27
" " " 3.....	37

LAC SAINT-JEAN OUEST.

Rivière au Saumon, 1.....	46
" " 2.....	49
" " 3.....	41½
" " 4.....	68
" " 5.....	91½
Canton Dablon, rangs 2, 3 et 4.....	2½
Canton Ross, No 1.....	8½
" " No 4.....	15½
Rivière Ouiatchouaniche, No 1.....	11

LAC SAINT-JEAN EST.

Canton Kénogami, No 2.....	1½
----------------------------	----

UPPER OTTAWA.

	Area Square Miles.
Bloc A.	
3rd range, 11.....	50
4th range, 10 to 14, each.....	50
" " 15, North half.....	25
" " 16, South half.....	25
" " 17 to 19, each.....	50
" " 20, North half.....	24½
" " 20, South half.....	27½
5th range, 17 to 23, each.....	50
6th range, 10 north half.....	25
" " 11 north half.....	25
" " 13.....	50
" " 20 to 23, each.....	50
River du Lièvre, N. W. branch, No. 7.....	50
" " " " 8.....	50
" " " " 9.....	50
" " " " Middle branch No. 7.....	40
" " " " " 8.....	30
River Ottawa, 607.....	22

SAINT MAURICE.

Manouan 1, north.....	50
" " 2, north.....	24
" " 3, north.....	35
" " 1, south.....	50
" " 2, south.....	50
" " 3, south.....	45
" " 8, south.....	30
" " 9, south.....	21
Upper Saint Maurice, 9 to 14, each.....	50
" " " 15.....	60
" " " 16.....	38
" " " 17 to 27, each.....	50
" " " 28.....	62
Upper Saint Maurice, 29.....	35
" " " 30.....	30
" " " 31 to 34 each.....	50
River Croche, A.....	40
" " B.....	34½
" " C.....	50
" " D.....	37½
" " E.....	41
Rear River Trenche West.....	57
Lake à la Carpe.....	22

SAINT CHARLES.

River du Moulin, 4.....	12
Rivers aux Ecorces and au Canot.....	39
River aux Ecorces, 5.....	29
" " 6.....	41
River au Canot, 1.....	26
Grande Pikauba, 2.....	38
" " 3.....	38
River Sainte Ann of Beaupré, 1.....	28
" " " 2.....	27
" " " 3.....	37

LAKE SAINT JOHN WEST.

River au Saumon, 1.....	46
" " 2.....	49
" " 3.....	41½
" " 4.....	68
" " 5.....	91
Township Dablon, ranges 2, 3 and 4.....	2
Township Ross, No. 1.....	8
" " " No. 4.....	15
River Ouiatchouaniche, No. 1.....	11

LAKE SAINT JEAN EAST.

Township Kénogami, No. 2.....	1
-------------------------------	---

SAGUENAY.

	Superficie Milles carrés.
Rivière Malbaie, 10.....	60
" " 11.....	57
" " 12.....	54
" " 17.....	37
Bergeronnes, 1 est.....	25
Rivière Sainte-Marguerite, 87.....	24½
Rivière Manicouagan, 8 à 16, chacune.....	50
Rivière Magpie, A.....	52
" " B.....	42
Rivière Natashquan, 1 à 4, chacune.....	50
Rivière Piastre Bay, 1 à 8, chacune.....	25

RIMOUSKI EST.

Rivière Cap-Chat, 1.....	47½
" " 2.....	45
" " 3.....	45
Rivière Matane, A.....	48

GRANVILLE.

Canton Parke, No 4.....	4½
-------------------------	----

GASPÉ OUEST.

Rivière Sainte-Anne, D.....	48
" " E.....	43½

GASPÉ EST.

Grande Rivière Pabos, T.....	39
------------------------------	----

GASPÉ CENTRE.

Rivière York, A.....	46½
" " B.....	52½
" " C.....	58½
" " D.....	58
" " E.....	38½
" " F.....	33½
" " G.....	28
" " H.....	27
" " I.....	38
" " J.....	23½
" " K.....	46
Rivière Saint-Jean, N.....	37½
" " O.....	42
" " P.....	33
" " Q.....	28½

CONDITIONS DE LA VENTE.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Mines et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

ADELARD TURGEON,
Ministre des Terres,
Mines et Pêcheries.

SAGUENAY.

	Area Square miles.
River Malbaie, 10.....	60
" " 11.....	57
" " 12.....	54
" " 17.....	37
Bergeronnes, 1 East.....	25
Riv. r Sainte Marguerite, 87.....	24½
River Manicouagan, 8 to 16, each.....	50
River Magpie, A.....	52
" " B.....	42
River Natashquan, 1 to 4, each.....	50
River Piastre Bay, 1 to 8, each.....	25

RIMOUSKI EAST.

River Cap-Chat, 1.....	47½
" " 2.....	45
" " 3.....	45
River Matane, A.....	48

GRANVILLE.

Township Parke, No. 4.....	4½
----------------------------	----

GASPE WEST.

River Sainte Anne, D.....	48
" " E.....	43½

GASPE EAST.

Grand River Pabos, T.....	39
---------------------------	----

GASPÉ CENTRE.

River York, A.....	46½
" " B.....	52½
" " C.....	58½
" " D.....	58
" " E.....	38½
" " F.....	33½
" " G.....	28
" " H.....	27
" " I.....	38
" " J.....	23½
" " K.....	46
River Saint John, N.....	37½
" " O.....	42
" " P.....	33
" " Q.....	28½

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile, with fire tax, is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Mines and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized to the department.

ADELARD TURGEON,
Minister of Lands,
Mines and Fisheries.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traversée, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2071

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2072

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," wether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant une circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur,

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the

doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

2073

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 1172.

Dame Cléopâtre Fortier, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, épouse de Joseph Durocher, manufacturier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Durocher, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

SEERS & LAURENDEAU,
Avocats de la demanderesse.
Salaberry de Valleyfield, 7 juin 1905. 2163

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 389.

Rosalem Lampron, épouse de Ernest Lambert, commerçant, tous deux de la ville de Shawinigan Falls, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

A. E. PAQUETTE,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 22 mai 1905. 2175

Dans une cause portant le No 2754, de la cour supérieure, de Montréal, dit district, une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par Dame Mélina Pilon, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Binette, absent, autrefois de Montréal.

J. O. LACROIX,
Avocat de la demanderesse.
Ce 13 mai 1905. 1907-4

House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

2074

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 1172.

Dame Cléopâtre Fortier, of the city of Salaberry of Valleyfield, district of Beauharnois, wife of Joseph Durocher, of the same place, manufacturer, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Durocher, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day, in this case.

SEERS & LAURENDEAU,
Attorneys for plaintiff.
Salaberry of Valleyfield, 7th June, 1905. 2164

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 389

Rosalem Lampron, wife of Ernest Lambert, trader, both of the town of Shawinigan Falls, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband.

A. E. PAQUETTE,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers 22nd May, 1905. 2176

In a case bearing No. 2754, superior court, Montreal, said district, an action in separation as to property has been instituted by Dame Mélina Pilon, wife common as to property of Jean-Baptiste Binette, absent, formerly of Montreal.

J. O. LACROIX,
Plaintiff's attorney.
13th May, 1905. 1908

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
Dame Alice Maryetta Manuel, du canton de Sutton,
dans le district de Bedford, épouse de Howard
Austin Mooney, du même lieu, cultivateur, et
dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Howard Austin Mooney, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée,
ce jour.

W. S. BALL,
Procureur de la demanderesse.
Sweetsburg, 31 mai 1905. 2125-2

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 31.

Dame Régina Lussier, de la paroisse de Saint-
Liboire, dans le district de Saint-Hyacinthe, à, ce
jour, institué une action en séparation de biens
contre Gilbert Riendeau, son mari, du même lieu.

LUSSIER & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 28 mars 1905. 2123-2

Marie-Anne Bélanger, épouse de William Henry,
cultivateur, tous deux des cité et district de Saint-
Hyacinthe, y a pris contre son dit époux, une action
en séparation de biens, ce vingt mai 1905.

2019.3
BEAUCHEMIN & ROY,
Avocats de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2438.

Dame Lumina Bernier, de Montréal, dûment
autorisée, a, ce jour, pris une action en séparation
de biens contre Edouard Blanchet, son mari, de
Montréal.

L. GUERIN,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 23 mai 1905. 2021-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 818.

Dame Delima Lépine, de Montréal, dûment auto-
risée à ester en justice, donne avis qu'elle a insti-
tué ce jour, une action en séparation de biens contre
Edouard Plante, commerçant, des dits cités et dis-
trict.

P. R. DU TREMBLAY,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 3 avril 1905. 1925-4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 903.

Dame Mary Jane Chatelle, de Bromptonville,
épouse de Toussaint Meunier, cultivateur, de
Bromptonville, dûment autorisée à ester en jus-
tice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Toussaint Meunier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée.

EMILE RIOUX,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 11 mai 1905. 1881.5

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 87.

Dame Laura Bachand, de la paroisse de Saint-
Grégoire, district d'Iberville, a, ce jour, institué
une action en séparation de biens contre Henry
Tétreault, son époux, cultivateur, du même lieu.

DEMERS & BELANGER,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Jean, 6 mai 1905. 1883.5

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
Dame Alice Maryetta Manuel, of the township of
Sutton, in the district of Bedford, wife of Howard
Austin Mooney, of the same place, farmer, and
duly authorized to sue,
Plaintiff ;

vs
The said Howard Austin Mooney, Defendant.
An action for separation of property has, this day,
been instituted.

W. S. BALL,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 31st May, 1905. 2126

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 31.

Dame Régina Lussier, of the parish of Saint
Liboire, in the district of Saint Hyacinth, has, this
day, instituted an action in separation as to property
against Gilbert Riendeau, her husband, of the same
place.

LUSSIER & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 28th March, 1905. 2124

Marie-Anne Bélanger, wife of William Henry,
farmer, both of the city and district of Saint Hyac-
inth, has taken there against her said husband, a
suit for separation of property, on this twentieth
of May, 1905.

2020
BEAUCHEMIN & ROY,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2438.

Dame Lumina Bernier, of Montreal, duly author-
ized has, this day, taken an action in separation as
to property against Edouard Blanchet, her husband,
of Montreal.

L. GUERIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 23rd May, 1905. 2022

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 818.

Dame Delima Lepine, of Montreal, duly author-
ized to ester en justice, gives notice that she has
instiuted, this day, an action in separation as to
property against Edouard Plante, trader, of said
city and district.

P. R. DU TREMBLAY,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 3rd April, 1905. 1926

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 903.

Dame Mary Jane Chatelle, of Bromptonville, wife
of Toussaint Meunier, farmer, of Bromptonville,
district of Saint Francis, duly authorized à ester
en justice,
Plaintiff ;

vs
The said Toussaint Meunier, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted.

EMILE ROY,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke 11th May, 1905. 1882

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 87.

Dame Laura Bachand, of the parish of Saint Gré-
goire, district of Iberville, has, this day, instituted
an action for separation of property against Henry
Tétreault, her husband, farmer, of the same place.

DEMERS & BELANGER,
Attorneys for plaintiff
Saint Johns, 6th May, 1905. 1884

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2551.
 Angéline *alias* Exilda St-Pierre, de la paroisse de
 Saint-Laurent, district de Montréal, épouse com-
 mune en biens de Hormidas Meunier dit Lagacé,
 du même lieu, dûment autorisée à ester en jus-
 tice aux fins des présentes, par jugement de cette
 honorable cour, en date du 28 avril 1905,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Hormidas Meunier dit Lagacé,
 Défendeur.
 Une action en séparation de corps et de biens a
 été, ce jour, instituée en cette affaire.

MARTINEAU & DELFAUSSE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 29 avril 1905. 1827.5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2712.
 Dame Mary A. Richardson, épouse commune en
 biens de Charles J. O'Dell, des cité et district de
 Montréal,
 Demanderesse ;

vs
 Charles J. O'Dell, des cité et district de Montréal,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le huitième jour de mai dix-neuf cent
 cinq.

OUGHTRÉD, PLACE & PHELAN,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 8 mai 1905. 1837.5

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
 No 3710.
 Dame Marie Eulalie Sylvestre, épouse de Joseph
 Romulus Hamelin, industriel, de la paroisse de
 Saint-Barthélemi, district de Joliette, dûment
 autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Joseph Romulus Hamelin,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause le cinq mai courant.

VICTOR ALLARD,
 Procureur de la demanderesse.
 Joliette, 8 mai 1905. 1825-5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2618.
 Dame Marthe Lalonde, des cité et district de Mont-
 réal, épouse commune en biens de Joseph Alme-
 ria Lebœuf, commis, du même lieu,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Joseph Almeria Lebœuf,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 3 mai 1905.

ADOLPHE BAZIN,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 11 mai 1905. 1879.5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *superior Court.*
 No. 255.
 Angelina *alias* Exilda St. Pierre, of the parish of
 Saint Laurent, district of Montreal, wife common
 as to property of Hormidas Meunier dit Lagacé,
 of the same place, duly authorized to ester *en*
justice for the purposes of this action by judgment
 of this Honorable court, under date of the 28th
 April, 1905,
 Plaintiff ;

vs
 The said Hormidas Meunier dit Lagacé,
 Defendant.
 An action in separation from bed and board and
 as to property has, this day, been instituted in the
 above matter.

MARTINEAU & DELFAUSSE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 29th April, 1905. 1828

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2712.
 Dame Mary A. Richardson, wife common as to pro-
 perty of Charles J. O'Dell, of the city and district
 of Montreal,
 Plaintiff ;

vs
 Charles J. O'Dell, of the city and district of Mon-
 treal,
 Defendant.
 An action for separation of property was institu-
 ted in this cause, on the eighth day of May, nineteen
 hundred and five.

OUGHTRÉD, PLACE & PHELAN,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 8th May, 1905. 1838

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court.*
 No. 3710.
 Dame Marie Eulalie Sylvestre, wife of Joseph
 Romulus Hamelin, manufacturer, of the parish
 of Saint Barthelemy, district of Joliette, duly
 authorized to appear in judicial proceedings,
 Plaintiff ;

vs
 The said Joseph Romulus Hamelin,
 Defendant.
 An action for separation of property has been
 instituted in this cause on the fifth of May inst-
 tant.

VICTOR ALLARD,
 Attorney for plaintiff.
 Joliette, 8th May, 1905. 1826

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2618.
 Dame Marthe Lalonde, of the city and district of
 Montreal, wife of Joseph Almeria Lebœuf, clerk,
 of the same place,
 Plaintiff ;

vs
 The said Joseph Almeria Lebœuf,
 Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted in this cause, on the 3rd May, 1905.

ADOLPHE BAZIN,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 11th May, 1905. 1880

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO STUDY LAW.

Examens du 4 juillet 1905.—Examinations of the 4th July, 1905.

Nos	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	College.
1	Allard.....	Gaston.....	19	Berthier.....	Collège l'Assomption.
2	Ballon.....	Isidore.....	18	Montréal.....	Montreal High School, McGill University, Faculty of Arts.
3	Bourgeois.....	J. U.....	21	Joliette.....	Académie Saint-Viateur et collège Joliette.
4	Callahan.....	Frank.....	20	Montréal.....	Mount Saint Louis' College.
5	Cameron.....	A. W.....	21	Montréal.....	High School, McGill University.
6	Cardin.....	P. J. A.....	25	Montréal.....	Collège de Sorel, Prof. privés: Rvd M. Péloquin, MM. Leblond de Brumath et de Boissieu.
7	Charland.....	Samuel.....	20	Montréal.....	Séminaire de Nicolet et cours de M. de Kerméno.
8	Chenevert.....	René.....	19	Berthierville.....	Collège de l'Assomption et Sainte-Marie de Montréal.
9	Cousineau.....	Ozias.....	20	Montréal.....	Collège Sainte-Marie.
10	Dechene.....	A. M.....	22	Montréal.....	Séminaire de Québec, Université d'Ottawa et cours de M. de Kerméno.
11	Desrochers.....	Félix.....	19	St-Chas de Richmond.	Ecole Modèle de Saint-Charles et Séminaire de Saint-Hyacinthe.
12	Duckett.....	R. L.....	20	Montréal.....	Collège Sainte-Marie.
13	Dufresne.....	Auguste.....	19	Montréal.....	do do
14	Forget.....	Joseph.....	21	Sainte-Thérèse.....	Séminaire de Sainte-Thérèse.
15	Goudreault.....	Arthur.....	22	Montréal.....	Collège de Nicolet.
16	Hyde.....	G. G.....	21	Montréal.....	Montreal Public School, High Sch. and McGill University.
16½	Jacobs.....	L. W.....	18	Montréal.....	Aberdeen School, High School, Mr. de Boissieu.
16½	Jenkins.....	Joseph.....	24	Montréal.....	High School, McGill University.
17	Lachapelle.....	A.....	20	Sainte-Julienne.....	Collège Joliette et cours de M. de Kerméno.
18	Lalande.....	Jean.....	20	Sainte-Scholastique...	Ecole Mod. des Frères de L'Inst. Chrét., Collège Sainte-Thérèse.
19	Londe.....	C. H.....	19	Sorel.....	Ecole du Prof. Gélinas, Vaudreuil, Académie de l'Archevêché et collège Sainte-Marie.
20	Lamarche.....	Joseph.....	20	Montréal.....	Collège Sainte-Marie, Montréal, cours de Boissieu.
21	McGibbon.....	R. H.....	18	Montréal.....	Repton College, Derbyshire, Eng., Volkmann School, Boston, Mass.
22	McMurtry.....	R. O.....	22	Montréal.....	Victoria School, High School, McGill University.
23	Monat.....	Armand.....	18	Montréal.....	Cours Leblond de Boissieu.
24	Ostiguy.....	Emile.....	21	Marieville.....	Petit Séminaire Sainte-Marie de Monnoir.
25	Poupore.....	Léo.....	20	Montréal.....	University of Ottawa, Loyola College and McGill University.
26	Préfontaine.....	Adrien.....	19	Montréal.....	Collège Sainte-Marie et cours privé de M. F. André.
27	Renaud.....	Armand.....	18	Joliette.....	Cours de Kerméno.
28	Stewart.....	T. S.....	22	Montréal.....	Abingdon School, Crichton School and McGill University.
29	Stewart.....	Wm.....	20	Montréal.....	
30	Simard.....	Raymond.....	19	Montréal.....	Loyola College and Shortell's Academy.
31	Fritt.....	Samuel.....	22	Montréal.....	Aberdeen Pub. School, M.M. Hunter and de Boissieu's private schools.
32	Trudel.....	Armand.....	19	Montréal.....	Collège Saint-Jean-Baptiste et collège Sainte-Marie.

THOMAS E. WALSH,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary, Bar of Montreal.

Montréal, 7 juin—7th June, 1905.

2179-80

EXAMENS DU BARREAU, JUILLET 1905.—BAR EXAMINATIONS, JULY, 1905.

Aspirants à l'étude, section de Québec.—Candidates to study, section of Québec.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collèges, etc.
Bolduc.....	Rémi.....	20	Saint François, Beauce..	Lévis et Sainte-Anne Lapocatière.
Cambray....	Alfred.....	19	Beauport.....	Lévis.
Catellier....	Ludger.....	21	Québec.....	Séminaire de Québec et Sainte-Anne Lapocatière.
Drouin.....	Paul.....	19	do	Séminaire de Québec et Université Laval.
Fitzpatrick..	Arthur.....	21	Ottawa.....	Séminaire de Québec, professeur privé—Private tuteur.
Guay	J. A. Evence....	19	Saint-Romuald.....	Collège de Lévis.
Labrecque....	J. F. Charles....	20	Québec.....	Séminaire de Québec et Université Laval.
Laliberté....	Edgar.....	23	Saint-Jean Deschailons.	do do do
LaRue.....	Eug. Wenceslas..	18	Québec.....	Professeur privé.—Private tuteur,
LaRue.....	Jules L. P.....	20	do	Séminaire de Québec et Université Laval.
Moraud.....	J. B. Lucien....	20	Lotbinière.....	Séminaire de Québec.
Parent.....	Ls. Emile.....	22	Québec.....	Séminaire de Québec et Université Laval.

CHARLES DEGUISE,
Secrétaire B. Q.—Secretary B. Q.
2169-70

Québec, 5 juin—5th June, 1905.

ATTESTATION DE DOCUMENTS.

229.—L'attestation des signatures aux documents peut être acceptée seulement sur la pleine connaissance ou croyance intime dans l'authenticité de ces signatures, et, comme règle générale, le secrétaire d'état seulement peut se charger d'attester celles des gouverneurs ou officier administrant le gouvernement.

230.—Par conséquent, les personnes qui peuvent avoir occasion d'informer leurs amis ou agents dans toute colonie de leurs envoyer des certificats ou procuracy ou actes judiciaires, pour emploi légal dans ce pays, devront prendre soin que ces documents soient authentiqués dans la colonie par l'officier administrant le gouvernement.

231.—La même règle doit particulièrement être observée par le gouverneur en envoyant des documents du pays, lesquels après avoir été vérifiés en Angleterre, sont destinés à servir dans les pays étrangers. La dernière signature apposée au moyen d'attestation a tout tel document doit invariablement être une signature connue et peut par conséquent être ratifiée dans ce département. Si c'est possible elle devrait toujours être celle de l'officier administrant le gouvernement.

2107-2

ATTESTATION OF DOCUMENTS.

229.—The attestation of signatures to documents can only take place upon a full knowledge or intimate belief in the genuineness of those signatures, and, as a general rule, the secretary of state can only undertake to attest those of governors or officers administering government;

230.—Persons, therefore, who may have occasion to instruct their friends or agents in any colony to send to them certificates, or powers of attorney, or judicial acts, for legal use in this country, should take care to have these documents authenticated in the colony by the officer administering the government;

231.—The same rule must particularly be observed by the governor in sending home documents which, after being verified in England, are intended to be used in foreign countries. The last signature attached by way of attestation to any such document must invariably be one which is known and can therefore be certified to in this department. If possible it should always be that of the officer administering the government

2108

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure*
No 58.

In re Carl Shiller, marchand, de la cité de Montréal, Failli.

Avis est donné que le trente-unième jour de mai 1905, le dit failli a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Montréal.

A. LAMARCHE,
Subrogé gardien provisoire.

2, Place d'Armes.
Montréal, 2 juin 1905,

2149

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court*
No. 58.

In re Carl Shiller, merchant, of the city of Montreal, Insolvent.

Notice is given that on the thirty first day of May, 1905, the said insolvent debtor has filed his statement at the office of the superior court for the district of Montreal.

A. LAMARCHE,
Subrogate provisional guardian.

2, Place d'Armes.
Montreal, 2nd June, 1905.

2150

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 84. }
In re A. Dufresne & Cie, Faillit ;
et

J. M. Marcotte, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au vingt-sixième jour de juin 1905, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No 107, rue Saint-Jacques (chambre 19).

J. M. MARCOTTE,
Curateur.
2147

Montréal, 3 juin 1905.

Province de Québec,
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 195. }

Dans l'affaire de Athanase Lavigne, hôtelier, de Maddington Falls, P. Q., Failli.
Avis est donné que, par ordre de cette cour, nous avons été nommés aujourd'hui curateurs conjoints aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

L. LAVERGNE,
C. R. GARNEAU,
Curateurs conjoints.

Bureau de Lavergne & Garneau.
Arthabaska, 2 juin 1905. 2139

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }

In re Arthur Robitaille, faisant affaires à Lévis, sous le nom de P. Robitaille & Fils, Failli.

Avis est par le présent donné que le 7^e jour de juin 1905, le failli a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, en la cité de Québec.

ALFRED LEMIEUX,
Gardien provisoire.
2171

Lévis, 7 juin 1905.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

In re J. B. Trahan, Montréal, Insolvable.
Avis vous est donné que le 6^e jour de juin 1905, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 10 juin 1905. 2161

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

In re "The Canada Hardware Co.," Montréal, En liquidation.
Un deuxième dividende a été préparé et sera payable à mon bureau le ou après le 26 juin 1905. Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
Liquidateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 10 juin 1905. 2159

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 84. }
In re A. Dufresne & Cie., and Insolvents ;

J. M. Marcotte, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, subject to objection until the twenty-sixth day of June, 1905, after which date the dividends are payable at my office, No. 107, Saint James street (room 19).

J. M. MARCOTTE,
Curator.
2148

Montreal, 3rd June, 1905.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Arthabaska. }
No. 195. }

In the matter of Athanase Lavigne, hotel-keeper, of Maddington Falls, P. Q., Insolvent.
Notice is given that, by order of this court, we have been to day appointed joint curators to the estate of the said insolvent, who has made an assignment thereof for the benefit of his creditors. Sworn claims must be filed with us, within thirty days from this notice.

L. LAVERGNE,
C. R. GARNEAU,
Joint curators.

Office of Lavergne & Garneau.
Arthabaska, 2nd June, 1905. 2140

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Québec. }

In re Arthur Robitaille, doing business at Lévis under the name of P. Robitaille & Fils, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 7th day of June, 1905, the insolvent has made an assignment of his property and effects for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary, in the city of Québec.

ALFRED LEMIEUX,
Provisional guardian.
2172

Lévis, 7th June, 1905.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

In re J. B. Trahan, Montreal, Insolvent.
Notice is given that on the 6th day of June, 1905, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 10th June, 1905. 2162

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

In re The Canada Hardware Co., Montreal, In liquidation.
A second dividend has been prepared and will be payable at my office on or after 26th June, 1905. Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. L. KENT,
Liquidator.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 10th June, 1905. 2160

Règles de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1291.

Le deuxième jour de juin mil neuf cent cinq.
"The Montreal Loan and Mortgage Co.,"
Demanderesse ;

vs
Les héritiers de feu Adolphe Mathieu, Défendeurs ;
et
Dlle E. Savary *et al*, Tiers-saisis ;
et
A. Robert *et al*, Tiers-saisis ;
et
L. A. Bédard, Sequestre et mis-en-cause ;
et

Camille Théoret, Intervenant.

Sur ordre de l'honorable juge Mathieu, de cette cour, donné le dix-neuvième jour de mai 1905, les créanciers des héritiers du dit feu Adolphe Mathieu, les défendeurs en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

J. A. GIRARD,

2151

Dép. P. C. S.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Le cinquième jour de juin mil neuf cent.

Présent : l'Honorable juge Taschereau.
In re "The Mechanics Bank", Insolvable ;

et
John MacIntosh, Syndic ;
et

Thomas D. Hood, Requérent.

Il est ordonné sur requête du dit requérant, qu'une assemblée des créanciers, des actionnaires et contributeurs de la dite "The Mechanics Bank," soit tenue dans la salle d'audience, No 31, au palais de justice, dans la cité de Montréal, le vingtième jour de juin courant, à dix heures de l'avant-midi, dans le but de nommer un nouveau syndic, aux biens de la dite "The Mechanics Bank", aux lieu et place du dit John MacIntosh, décédé.

(Par ordre) A. E. DUMESNIL,

Député protonotaire de la cour
supérieure, Montréal.

2177

Licitation

Province de Québec, }
[District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 934.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le onzième jour de mai courant, dans une cause dans laquelle Alexandre Collin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Urbain-Premier, district de Beauharnois, est Demandeur ; et Mabel Ellenor Loader, épouse de William Grace, de la paroisse de Saint-Adolphe de Howard, district d'Ottawa, et ce dernier pour autoriser son épouse, Georgina Mary Isabella Loader, fille majeure et usant de ses droits, du même lieu ; Kenneth A. Finlayson, Annie I. Finlayson, épouse de Frederick H.

Rules of Court

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1291.

The second day of June, nineteen hundred and five.
The Montreal Loan and Mortgage Co.,
Plaintiff ;

vs
The heirs of the late Adolphe Mathieu, Defendants ;
and
Dlle E. Savary *et al*, Tiers-saisis ;
and
A. Robert *et al*, Tiers-saisis ;
and
L. A. Bédard, Sequestre et mis-en-cause ;
and

Camille Théoret, Intervenant.

Under the order of the Honorable judge Mathieu, of this court, given on the nineteenth day of May, 1905, the creditors of the heirs of the said late Adolphe Mathieu, the defendants in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

J. A. GIRARD,

2152

Dep. P. S. C.

Province of Quebec }
District of Montreal. } *Superior Court.*

The fifth day of June, one thousand nine hundred and five.

Present : the Honorable Mr. Justice Taschereau.
In re The Mechanics Bank, Insolvent ;

and
John MacIntosh, Assignee ;
and

Thomas D. Hood, Petitioner.

It is ordered on the petition of the said petitioner, that a meeting of the creditors, shareholders and contributors of the said The Mechanics Bank, be held in the court room, No. 31, in the court house, at Montreal, on the twentieth day of June instant, at ten of the clock in the forenoon, for the purpose of appointing a new assignee to the insolvent estate of the said The Mechanics Bank, in lieu and place of said John MacIntosh, deceased.

(By order), A. E. DUMESNIL,

Deputy prothonotary of the superior court,
Montreal.

2178

Licitation

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 934.

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of the judgment of the superior court, sitting at Salaberry of Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the eleventh day of May instant, in a cause in which Alexandre Collin, farmer, of the parish of Saint-Urbain-Premier, district of Beauharnois, is Plaintiff ; and Ellenor Loader, wife of William Grace, of the parish of Saint-Adolphe de Howard, district of Ottawa, and this latter to authorize his wife, Georgina Mary Isabella Loader, spinster, in the enjoyment of her rights, of the same place ; Kenneth A. Finlayson, Annie I. Finlayson, wife of Frederick H. Lamountain, and the latter a party

Lamountain, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse, Mannie J. Finlayson, épouse de Frank E. Hayes, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse, Eunice E. Finlayson, épouse de Richard T. Dickson, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse, William J. Finlayson, tous huit demeurant aux Etats Unis d'Amérique; J. J. H. Lafond, notaire, de la paroisse de Sainte-Martine, district de Beauharnois, en sa qualité de tuteur à Georges E. Finlayson, Alexander Finlayson, Miranda M. Finlayson, Benjamin B. Finlayson, tous quatre enfants mineurs issus du mariage de feu Kenneth Finlayson, en son vivant de Bridgeport, dans l'état de Connecticut, l'un des états-unis d'Amérique, et de Dame Miranda Peachy, du même lieu; John White, ci-devant de la cité de Montréal, et actuellement absent de cette province; Dame Catharine Finlayson, de la cité et du district de Montréal, épouse de Benjamin Willis, du même lieu, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse, sont Défendeurs, et Edward William Loader, journalier, de la cité et du district de Montréal, est requérant par reprise d'instance, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Urbain-Premier, et connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro soixante et quatre (64).

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, en la cité de Valleyfield; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloes du droit de le faire.

SEERS & LAURENDEAU,

Avocats du demandeur.

Salaberry de Valleyfield, 16 mai 1905. 1949.2
[Première publication, 20 mai 1905.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } HECTOR ALIE, Demandeur; contre EMERIC GUILMETTE, Défendeur.

La moitié sud-ouest de la moitié nord-est du lot de terre connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du canton de Bulstrode, sous le numéro quatre cent soixante-quatre (464)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Valère de Bulstrode, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, 1905, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNAT,

Bureau du shérif, Arthabaska, 3 juin 1905.
[Première publication, 10 juin 1905.]

hereunto to authorize his wife, Mannie J. Finlayson, wife of Frank E. Hayes, and the latter a party hereunto to authorize his wife, Eunice E. Finlayson, wife of Richard T. Dickson, and the latter a party hereunto to authorize his wife, William J. Finlayson, all eight residing in the United States of America; J. J. H. Lafond, notary, of the parish of Sainte Martine, district of Beauharnois, in his quality of tutor to Georges E. Finlayson, Alexander Finlayson, Miranda M. Finlayson, Benjamin B. Finlayson, all four minor children issue of the marriage of the late Kenneth Finlayson, in his lifetime of Bridgeport, in the state of Connecticut, one of the united states of America, and of Dame Miranda Peachy, of the same place; John White, heretofore of the city of Montreal, and now absent from this province; Dame Catherine Finlayson, of the city and district of Montreal, wife of Benjamin Willis, of the same place, and the latter a party hereunto to authorize his wife, are Defendants, and Edward William Loader, laborer, of the city and district of Montreal, is petitioner in continuance of suit, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit:

A land situate and being in the parish of Saint Urbain Premier, and known and described on the official plan and book of referenc of the said parish as number sixty four (64).

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, at the sitting of the court, in the court room of the court house, in the city of Valleyfield; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the said prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the said sale and adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delay hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

SEERS & LAURENDEAU,

Attorneys for plaintiff.

Salaberry of Valleyfield, 16th May, 1905. 1950
[First published, 20th May, 1905.]

"Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the aforementioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } HECTOR ALIE, Plaintiff; No. 406. } H against EMERIC GUILMETTE, Defendant.

The south west half of the north east half of the lot of land known and described on the official plan and book of reference for the township of Bulstrode, under number four hundred and sixty four (No. 464)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Valère of Bulstrode, on the THIRTEENTH day of JULY next, 1905, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNAT,

Sheriff's Office, Arthabaska, 3rd June, 1905.
[First published, 10th June, 1905.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Drummond.
Arthabaska, à savoir : } **UBALDE SENECAI,**
No 7636 } Demandeur ; contre
PIERRE BRUNELLE, FILS, Défendeur.

La moitié nord ouest de la moitié sud-est du lot numéro treize, dans le treizième rang du canton de Grantham, contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Grantham, sous le numéro quatorze cent cinq (1405)—avec la maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eugène de Grantham, le ONZIÈME jour de JUILLET prochain, 1905, à DIX heures de l'avant midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 3 juin 1905. 2143
[Première publication, 10 juin 1905.]

MANDAT DES CURATEURS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **DAME L. CORMIER,**
No 195. } Requéant cession ; et
ATHANASE LAVIGNE, Failli ; Lavergne et Garneau, curateurs

Un terrain on emplacement sis et situé dans le numéro douze, de la continuation du onzième rang de Maddington, contenant soixante cinq pieds de front sur la route de Maddington, sur cent trente pieds de profondeur, le dit emplacement connu et désigné au cadastre officiel de la continuation du onzième rang du canton de Maddington, comme étant une subdivision du numéro douze b (No 12 b), de la continuation du onzième rang de Maddington, prenant d'un bout à la route de Maddington, en arrière aux représentants de feu Isaac Gagnon, d'un côté à Arthur Delisle, et de l'autre côté à David Ephrem Bruneau—avec bâtisses ; à distraire une partie du dit terrain cédé pour le chemin de fer Intercolonial.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Sault, le TREIZIÈME jour de JUILLET prochain, 1905, à DEUX heures de l'après midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 6 juin 1905. 2165
[Première publication, 10 juin 1905.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province de Québec, } **DAME DÉLIMA**
District de Beauharnois, } **BOUGIE,** Deman-
No 1147. } deresse ; vs **ISIDORE**
BARITEAU, Défendeur.

Un morceau de terre faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile, sous le numéro soixante (60), de forme irrégulière, contenant quarante mille pieds en superficie, et contenu dans les bornes suivantes : en front au nord-ouest par le fleuve Saint-Laurent, au nord-est et au sud-est par le reste du dit numéro soixante (60) avec les bâtisses dessus construites. A distraire du dit morceau de terre, un chemin public ouvert par résolution du conseil municipal de la paroisse de Sainte-Cécile, passée le quinze décembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze (1894).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Drummond.
Arthabaska, to wit : } **UBALDE SENECAI,**
No. 7636. } Plaintiff ; against
PIERRE BRUNELLE, JUNIOR, Defendant.

The north west half of the south east half of lot number thirteen, in the thirteenth range of the township of Grantham, containing fifty acres in superficies, more or less, now known on the official plan and book of reference for said township of Grantham, under number fourteen hundred and five (1405)—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Eugène of Grantham, on the ELEVENTH day of JULY next, 1905, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 3rd June, 1905. 2144
[First published, 10th June, 1905.]

CURATORS WRIT.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **DAME L. CORMIER,**
No. 195. } Requéant cession, and
ATHANASE LAVIGNE, Insolvent ; Lavergne & Garneau, curators.

A piece of land or emplacement lying and being on lot number twelve, of the eleventh range of the continuation of Maddington, containing sixty five feet in front in Maddington road, by one hundred and thirty feet in depth, said emplacement known and described on the official cadastre for said continuation of eleventh range of the township of Maddington, as being a subdivision of number twelve b (No. 12b), of the continuation of the eleventh range of Maddington, starting at one end from Maddington road, in the rear adjoining representatives of the late Isaac Gagnon, on one side to Arthur Delisle, and on the other side to David Ephrem Bruneau—with buildings ; save that part sold for the Intercolonial Railway.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne du Sault, on the THIRTEENTH day of JULY next, 1905, at TWO o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 6th June, 1905. 2166
[First published, 10th June, 1905.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province of Québec, } **DAME DÉLIMA**
District of Beauharnois, } **BOUGIE,** Plaintiff ;
No. 1147. } vs. **ISIDORE BARI-**
TEAU, Defendant.

A piece of land forming part of the lot of land known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cécile, as number sixty (60), of irregular outline, containing forty thousand feet in area, and comprised within the following bounds : in front to the north west by the river Saint Lawrence, on the north east and south east by the remainder of the said number sixty (60)—with the buildings thereon erected. Reserving from the said piece of land, a public road opened by resolution of the municipal council of the parish of Sainte Cécile, passed on the fifteenth day of December, one thousand eight hundred and ninety four (1894).

To be sold at the parochial church door of the

de la paroisse de Sainte-Cécile, MARDI, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 5 juin 1905. 2167
[Première publication, 10 juin 1905.]

parish of Sainte Cécile, on TUESDAY, the ELEVENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 5th June, 1905. 2168
[First published, 10th June, 1905.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME EMILY MARGA-
No 875. } RET CAVERHILL,
épouse de George Caverhill, des cité et district de Montréal, marchand, séparée de biens de son dit mari et par lui spécialement autorisée, et le dit George Caverhill, afin d'autoriser sa dite épouse, Demanderesse; contre les terres et tenements de DAME ANNA AMELIA MACKAY, épouse de William Percival Carter, ci-devant de Cowansville, dans le district de Bedford, maintenant de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, avocat, séparée de biens de son dit mari et par lui spécialement autorisée, et le dit William Percival Carter, afin d'autoriser et assister sa dite épouse Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, Dame Anna Amelia Mackay, et en sa possession, l'immeuble suivant, à savoir :

Ce lot de terre situé dans le quartier ouest de la cité de Montréal, connu sous le numéro cent quatre (104), des plan et livre de renvoi officiels d'icelui, contenant cent vingt-sept pieds de largeur sur cent quatorze pieds sept pouces de profondeur sur la ligne nord-ouest, et cent quinze pieds sept pouces de profondeur sur la ligne sud-est, mesure anglaise, plus ou moins; borné au front par la rue Saint-Pierre, en arrière par le lot numéro cent deux, appartenant à James Hutton ou ses représentants, et lot numéro cent trois, appartenant à John D. Tiffin, d'un côté par la rue Lemoine, et de l'autre côté par le lot numéro cent cinq, appartenant à Alexander Urquhart ou ses représentants—avec quatre entrepôts en pierre de taille sus-érigés.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 7 juin 1905. 2201
[Première publication, 10 juin 1905.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Ottawa, à savoir : } HUBERT TREFFLE CHA-
No 126. } LIFOUX et THOMAS P.
CHALIFOUX, manufacturiers, des cité et district de Saint-Hyacinthe, faisant affaires ensemble sous le nom de O. Chalifoux et Fils, Demandeurs; contre

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME EMILY MARGA-
No. 875. } RET CAVERHILL, wife
of George Caverhill, of the city and district of Montreal, merchant, from her said husband separated as to property and by him hereto specially authorized, and the said George Caverhill, authorizing his said wife, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME ANNA AMELIA MACKAY, wife of William Percival Carter, heretofore of Cowansville, in the district of Bedford, and now of Saint Lambert, in the district of Montreal, advocate, from her said husband separate as to property and by him hereto specially authorized, and the said William Percival Carter, to authorize and assist his said wife, Defendants.

Seized as belonging and in the possession of the said female defendant, Dame Anna Amelia Mackay, the following immoveable, to wit :

That certain lot of land situate in the west ward of the city of Montreal, known as number one hundred and four (104), on the official plan and book of reference thereof, containing one hundred and twenty seven feet in width by one hundred and fourteen feet seven inches in depth, on the north west line, and one hundred and fifteen feet seven inches in depth on the south-east line, english measure, and more or less; bounded in front by Saint Peter street, in rear by lot number one hundred and two, belonging to James Hutton or his representatives, and lot number one hundred and three, belonging to John A. Tiffin, on one side by Lemoine street, and on the other side by lot number one hundred and five, belonging to Alexander Urquhart or representatives—with four cut stone warehouses thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 7th June, 1905. 2202
[First published, 10th June, 1905.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.

Ottawa, to wit : } HUBERT TREFFLE CHA-
No 126. } LIFOUX and THOMAS P.
CHALIFOUX, manufacturers, of the city and district of Saint Hyacinthe, and doing business together under the name of "O. Chalifoux & Fils",

JOSEPH CHARLEBOIS, de Gracefield, dans les comté et district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Lot numéro deux (2), dans le septième rang du canton de Wright, dans le district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif,	Shérif.
Hull, 27 avril 1905.	1959.2
[Première publication, 20 mai 1905.]	

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE FERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Ottawa, à savoir : } HUBERT TREFFLE CHA-
No 620. } LIFOUX et THOMAS P.
CHALIFOUX, manufacturiers, des cité et district de Saint-Hyacinthe, faisant affaires ensemble sous le nom de O. Chalifoux & Fils, Demandeurs ; contre WILLY LARCHER, de Gracefield, dans le comté et district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Lot numéro quarante-quatre (44), dans le huitième rang du canton de Wright, dans le district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures ET DEMI de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif,	Shérif.
Hull, 10 mai 1905.	1963.2
[Première publication, 20 mai 1905.]	

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe.

Ottawa, à savoir : } HUBERT TREFFLE CHA-
No 125. } LIFOUX et THOMAS P.
CHALIFOUX, manufacturiers, des cité et district de Saint-Hyacinthe, faisant affaires ensemble sous le nom de O. Chalifoux & Fils, Demandeurs ; contre CHARLES LARCHER, de Gracefield, dans les comté et district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Lot numéro quarante-cinq (45), dans le huitième rang du canton de Wright, dans le district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures ET QUART de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif,	Shérif
Hull, 10 mai 1905.	1961.2
[Première publication, 20 mai 1905.]	

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Ottawa, à savoir : } THE LOYNACHAN SCR-
No 10477. } VER COMPANY (LIMITED), corps politique, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires à Montréal, Demanderesse ; contre LEON CRETON, de Montréal, épicier, Défendeur, à savoir :

La maison et autres bâtisses érigées sur la moitié est du lot numéro cent soixante et dix-neuf (179), du quartier numéro trois, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels de la dite cité ; bornées en front par la rue Wall, en arrière par le lot No 178, à l'est par le lot No 180 et à l'ouest par la moitié ouest du dit lot No 179.

Pour être vendues dans mon bureau, dans la cité

Plaintiffs ; against JOSEPH CHARLEBOIS, of Gracefield, in the county and district of Ottawa, Defendant, to wit :

Lot number two (2), in the seventh range of the township of Wright, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTIETH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,	Sheriff.
Hull, 27th April, 1905.	1960
[First published, 20th May, 1905.]	

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Ottawa, to wit : } HUBERT TREFFLE CHA-
No 620. } LIFOUX and THOMAS P.
CHALIFOUX, manufacturers, of the city and district of Saint-Hyacinthe, and doing business together under the name of "O. Chalifoux & Fils", Plaintiffs ; against WILLY LARCHER, of Gracefield, in the county and district of Ottawa, Defendant, to wit :

Lot number forty four (44), in the eighth range of the township of Wright, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTIETH day of JUNE next, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office,	Sheriff.
Hull, 10th May, 1905.	1964
[First published, 20th May, 1905.]	

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint-Hyacinthe.

Ottawa, to wit : } HUBERT TREFFLE CHA-
No. 125. } LIFOUX and THOMAS P.
CHALIFOUX, manufacturers, of the city and district of Saint-Hyacinthe, and doing business together under the name of "O. Chalifoux & Fils", Plaintiffs ; against CHARLES LARCHER, of Gracefield, in the county and district of Ottawa, Defendant, to wit :

Lot number forty five (45), in the eighth range of the township of Wright, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTIETH day of JUNE next, at a QUARTER PAST TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office,	Sheriff.
Hull, 10th May, 1905.	1962
[First published, 20th May, 1905.]	

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Ottawa, to wit : } THE LOYNACHAN SCR-
No. 10477. } VER COMPANY (LIMITED.) a body politic, having its chief office and principal place of business in Montreal, Plaintiffs ; against LEON CRETON, of Montreal, grocer, Defendant, to wit :

The house and other buildings erected on the east half of lot number one hundred and seventy nine (179), of ward number three, of the city of Hull, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said city ; bounded in front by Wall street, in rear by lot No. 178, to the east by lot No. 180, and to the west by west half of said lot No. 179.

To be sold at my office, in the city of Hull, on

de Hull, le VINGTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 10 mai 1905. 1965.2
[Première publication, 20 mai 1905.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit.

Québec, à savoir : } **LA COMPAGNIE CHAR-**
No 1264. } **LES A. PAQUET**, de
Québec, Demanderesse ; **CHARLES RIVARD**, de
la paroisse de Saint-Jean Baptiste des Ecureuils,
Défendeur, et **Joseph Pagé** et **Charles Rivard**, tous
deux de la dite paroisse de Saint-Jean Baptiste des
Ecureuils, tiers-saisis ; la dite demanderesse contre
les dits tiers-saisis.

Saisie comme appartenant aux dits tiers-saisis, à savoir :

La partie du lot No 21 (vingt et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean Baptiste des Ecureuils, comté de Portneuf, étant un emplacement de un arpent environ en superficie, situé au premier rang ; borné au nord-est par Gaudiose Pagé, au sud par le chemin public, au nord par le dit Gaudiose Pagé, à l'ouest par le No 22 (vingt-deux), du dit cadastre—avec un moulin à scie dessus construit, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean Baptiste des Ecureuils, le **QUATORZIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 8 juin 1905. 2187
[Première publication, 10 juin 1905.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LA SOCIETE DE PRETS**
No 1996. } **ET PLACEMENT** ; vs
ROSAIRE-GEORGES MATTE, à savoir :

Le lot No 1546 (mille cinq cent quarante-six), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Des-Fossés—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle constituée de \$12.34, en faveur de l'honorable Joseph-Guillaume Bossé.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **TRENTIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures du matin.

J. B. AMYOT,
Bureau du shérif, Député shérif.
Québec, 25 mai 1905. 2039.2
[Première publication, 27 mai 1905.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **HERBERT HARRINGTON**
No 1150. } **MORSE** ; contre **THE**
LEVIS COUNTY RAILWAY COMPANY.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu le six de mai dernier, à mon bureau, en la cité de Québec, aura lieu au même endroit, le **DIX-NEUVIEME** jour de **JUIN** courant, à **DIX** heures du matin. Vente sujette aux oppositions afin de distraire de **E. M. Lennon** et de **"The McGuire County Railway Company"** et aux jugements maintenant icelles ; sujette aussi à l'opposition afin de charger de la Compagnie de Chemin à Barrières de la rive sud et au jugement, qui la maintient ; à dis-

the **TWENTIETH** day of **JUNE** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's Office, Shérif.
Hull, 10th May, 1905. 1966
[First published, 20th May, 1905.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Québec, to wit : } **A COMPAGNIE CHARLES**
No 1264. } **A. PAQUET**, of Québec,
Plaintiff ; **CHARLES RIVARD**, of the parish of
Saint Jean Baptiste des Ecureuils, Defendant, and
Joseph Pagé and **Charles Rivard**, both of the said
parish of Saint Jean Baptiste des Ecureuils, garnishees ; the said plaintiff against the said garnishees.

Seized as belonging to the said garnishees, to wit :

The part of lot No. 21 (twenty one), of the official cadastre for the parish of Saint Jean Baptiste des Ecureuils, county of Portneuf, being a lot of about one arpent in area, situate in the first range ; bounded on the north east by Gaudiose Pagé, on the south by the public road, on the north by the said Gaudiose Pagé, on the west by No. 22 (twenty two), of the said cadastre—with a saw-mill thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste des Ecureuils, on the **FOURTEENTH** day of **JULY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, 8th June, 1905. 2188
[First published, 10th June, 1905.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **LA SOCIETE DE PRETS ET**
No 1996. } **PLACEMENT** ; vs **ROSAIRE**
GEORGES MATTE, to wit :

Lot No. 1546 (one thousand five hundred and forty six), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Québec, being a lot situate on Des Fossés street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual constituted rent of \$12.34, in favor of the Honorable Joseph Guillaume Bossé.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the **THIRTIETH** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,
Shérif's Office, Deputy Shérif.
Québec, 25th May, 1905. 2040
[First published, 27th May, 1905.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **HERBERT HARRINGTON**
No 1150. } **MORSE** ; against **THE**
LEVIS COUNTY RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which should have taken place on the sixth of May last, at my office, in the city of Québec, will be made at the same place, on the **NINETEENTH** day of **JUNE** instant, at **TEN** of the clock in the forenoon. The sale subject to the oppositions to withdraw of **E. M. Lennon** and of **The McGuire County Railway Company**, and to the judgments maintaining the same ; subject also to the opposition to secure charges of the **South Shore Turnpike Road Company**, and to

traire des dits immeubles : 1° Les voitures ou chars désignés sous les numéros 61 et 63, et qui sont la propriété de Germain-Siméon Marceau, et ne sont pas compris dans la saisie faite par le demandeur du chemin de fer électrique de la défenderesse et du matériel en faisant partie ; 2° Le char à bagages et express, qui est la propriété de la "Laclede Car Company", Robert Stewart, fidéicommissaire (trustee), et n'est pas compris dans la saisie faite par le demandeur du chemin de fer électrique de la défenderesse et du matériel en faisant partie.

J. B. AMYOT,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 31 mai 1905. 2105
[Première publication, 3 juin 1905.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux spécifiques tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } **LA BANQUE NA-**
No 375. } **TIONALE**, corps
politique et incorporé, et ayant son principal siège
et bureau d'affaires en la cité de Québec, district de
Québec, et une succursale en la ville de Nicolet,
district des Trois-Rivières, Demanderesse ; contre
DAME HELIANA GARNEAU ET VIX., Défendeurs.

Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Sainte-Angèle de Laval, dans le comté de Nicolet, à la concession du Fleuve, du contenu de quatre-vingt-dix-huit pieds de front sur la profondeur de quatre-vingt-onze pieds dans la ligne nord-est, et de soixante et dix-neuf pieds dans la ligne sud-ouest, et ayant à sa profondeur une largeur de quatre-vingt-douze pieds, le tout plus ou moins ; borné par le nord-ouest à un terrain d'un nommé Bourgeois, réservé pour un chemin et joignant des côtés N. E. et S. E. aux terrains du même, et du côté sud-ouest au terrain de R. Scott—avec une maison en bois et autres bâtisses dessus érigées ; icelui emplacement fait partie du lot numéro quatre-vingt-six (86), au cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Sainte-Angèle de Laval.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en la présente cause qui devait avoir lieu le vingtième jour d'avril dernier, aura lieu à DIX heures du matin, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle de Laval, le **QUATRIÈME** jour de **JUILLET** prochain.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois Rivières, 7 juin 1905. 2173
[Première publication, 10 juin 1905.]

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du septième jour de juin 1905 incorporant MM. Georges Adélaïde Bergeron, hôtelier, Blaise Letellier, avocat, Alfred Emond, commis, Taschereau Fortier, régistrateur, Alexandre Alley, avocat, et Louis Talbot, avocat, tous de Beauceville, à l'exception du dernier qui est de Saint-Joseph de Beauce, dans les buts suivants, savoir :

the judgment which maintain it ; reserving from the said immovables : 1. The waggons or cars designated under the numbers 61 and 63 and which are the property of Germain Simon Marceau and are not comprised in the seizure made by the plaintiff of the defendant's electric railway and of the rolling stock forming part thereof ; 2. The baggage and express car, which is the property of the "Laclede Car Company," Robert Stewart, trustee, and is not comprised in the seizure made by the plaintiff of the defendant's electric railway and of the rolling stock forming part thereof.

J. B. AMYOT,
Sheriff's Office, Député Sheriff.
Quebec, 31st May, 1905. 2106
[First published, 3rd June, 1905.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } **LA BANQUE NATIO-**
No. 375. } **NALE**, a body politic
and corporate, having its head office and principal
place of business in the city of Québec, district of
Québec, and a branch in the town of Nicolet, district
of Three Rivers. Plaintiff ; against **DAME**
HELIANA GARNEAU ET VIX. Defendants.

A lot of land situate in the parish of Sainte-Angèle de Laval, in the county of Nicolet, *concession du Fleuve*, containing ninety eight feet in front, with a depth of ninety one feet on the north east line, and seventy nine feet on the south west line, and having at its depth a width of ninety two feet, the whole more or less ; bounded on the north west by a lot belonging to one Bourgeois, reserved for a road and adjoining on the north east and south east sides the lots belonging to the same, and on the south west side the land of R. Scott—with a frame house and other buildings thereon erected ; the said lot form part of lot number eighty six (86), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte-Angèle de Laval.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause which should have been made on the twentieth day of April last, will take place at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of Sainte-Angèle de Laval, on the **FOURTH** day of **JULY** next.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 7th June, 1905. 2174
[First published, 10th June, 1905.]

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the seventh day of June, 1905, incorporating Messrs. Georges Adélaïde Bergeron, hotelkeeper, Blaise Letellier, advocate, Alfred Emond, clerk, Taschereau Fortier, registrar, Alexandre Alley, advocate, and Louis Talbot, advocate, all of Beauceville, except the latter who is of Saint-Joseph de Beauce, for the following purposes, namely :

L'amusement général du public et plus spécialement la commodité du public voyageur, sous le nom de "Le Club Social de Beauceville," avec un fonds social de cinq cent piastres (\$500.00), divisé en cent (100) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce huitième jour de juin 1905.

JOS. BOIVIN,

2203 Sous-secrétaire de la province.

The general amusement of the public and especially the travelling public, by the name of "Le Club Social de Beauceville", with a capital stock of five hundred dollars (\$500.00), divided into one hundred (100) shares, of five dollars (\$5.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this eighth day of June, 1905.

JOS. BOIVIN,

2204 / Deputy provincial secretary.

Avis de Faillites

Avis est donné que les sous-signés ont été nommés curateurs conjoints à la faillite de Lazarus Getz, de Saint-Vital de Lambton, comté de Beauce, le 29 avril 1905, par le protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Beauce.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
2197 Curateurs conjoints.

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } Cour Supérieure.
No 261

In re Nathan Fickler, Trois-Rivières, Qué.,
Failli.

Avis est donné que nous avons préparé un premier bordereau de collocation, lequel sera payable à notre bureau, No 2, Place d'Armes, Montréal, le 5 et après le trentième jour de juin 1905.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Curateurs conjoints.

No 2, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 10 juin 1905. 2193

Avis est donné que Mauril Tremblay, de Saint-Siméon, comté de Charlevoix, marchand et propriétaire de moulin, a fait cession de ses biens, le 5 juin 1905, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saguenay, à la Malbaie.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
2199 Gardiens provisoires.

Avis est donné que William-Auguste Childs, de Québec, faisant affaires sous les nom et raison de Childs' Cash Bakery, de Québec, boulanger, a fait cession de ses biens, le 8 juin 1905, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
2195 Curateurs conjoints.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 23.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Bachand vs Tétrault, 975 ; Bélanger vs Henry, 975 ; Bernier vs Blanchet, 975 ; Chatelle vs Meunier, 975 ; Fortier vs Durocher, 974 ; Lalonde vs Lebœuf, 976 ; Lépine vs Plante, 975 ; Lussier vs Riendeau, 975 ; Manuel vs Mooney, 975 ; Pilon vs Binette, 974 ; Richardson vs O'Dell, 976 ; Sylvestre vs Hamelin, 976.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—St. Pierre vs Lagacé, 976.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 965.

ASSOCIATION FORMÉE :—The Lake Edward Sanatorium, 966.

AUTORISÉES À FAIRE DES OPÉRATIONS :—United Shoe Machinery Company of Canada, 966 ; The Singer Manufacturing Company of New Jersey, 966.

Bankrupt Notices

Notice is given that, on the 29th day of April, 1905, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of Lazarus Getz, of Saint Vital of Lambton, by the prothonotary of the superior court, for the district of Beauce

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
2198 Joint curators.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } Superior Court.
No. 261.

In re Nathan Fickler, Three Rivers, Que.,
Insolvent.

Notice is given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, payable at our office, No. 2, Places d'Armes, Montreal, on and after the thirtieth day of June, 1905

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators.

No. 2, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 10th June, 1905. 2194

Notice is given that Mauril Tremblay, of Saint-Siméon, county of Charlevoix, merchant and mill owner, has, on the 5th day of June, 1905, made an assignment of his property, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saguenay, at Malbaie.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
2200 Provisional guardians.

Notice is given that William Auguste Childs, of Québec, carrying on business under the name, style and firm of Childs' Cash Bakery, of Québec, has made an assignment of his property, on the 8th of June, 1905, at the prothonotary's office of the superior court, at Québec.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
2196 Joint curators.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 23.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Bachand vs Tétrault, 975 ; Bélanger vs Henry, 975 ; Bernier vs Blanchet, 975 ; Chatelle vs Meunier, 975 ; Fortier vs Durocher, 974 ; Lalonde vs Lebœuf, 976 ; Lépine vs Plante, 975 ; Lussier vs Riendeau, 975 ; Manuel vs Mooney, 975 ; Pilon vs Binette, 974 ; Richardson vs O'Dell, 976 ; Sylvestre vs Hamelin, 976.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BODY AND BOARD :—St. Pierre vs Lagacé, 976.

ADVERTISEMENTS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 965.

ASSOCIATION FORMED :—The Lake Edward Sanatorium, 966.

AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—United Shoe Machinery Company of Canada, 966 ; The Singer Manufacturing Company of New Jersey, 966.

- BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 972 ; Conseil législatif, 971.**
- EXAMENS :—Bureau de :—Québec, 978 ; Montréal, 977 ; Mesureurs de bois, 966.**
- FAILLIS :— Childs, 987 ; Dufresne & Cie, 979 ; Fickler, 987 ; Getz, 987 ; Lavigne, 979 ; Robitaille, Shiller, 978 ; The Canada Hardware Co., 979 ; Trahan, 979 ; Tremblay, 987.**
- LETTRES PATENTES :—The Andrew H. McDowell Coy, 967.**
- LETTRES PATENTES ÉMISES :— Le Club Social de Beauceville, 987.**
- LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—La Compagnie du Téléphone Saint-Maurice et Champlain, 967.**
- MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demandes d'annexer ou d'ériger, etc. :—Lot 346 de Sainte-Anne-du-Sault, comté d'Arthabaska à Sainte-Eulalie, comté de Nicolet, 968 ; L'Ascension, comté de Montcalm, 968.**
- MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ANNEXÉES :—Divers lots de Saint-Damase à Saint-Moise, 968 ; Lot 94, de Sainte-Brigitte à la Visitation de la B. V. Marie, 968 ; Divers rangs du canton de Montauban à N. D. des Anges de Montauban, 967.**
- NOMINATIONS :—Juges de paix :—Districts de :—Beauce, 965 ; Beauharnois, 965 ; Montréal, 965 ; Québec, 965.**
- NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— De A. Durocher par H. L. Cardin, 968.**
- NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES :—A Ant. Raoul Leduc, 966.**
- RÈGLE DE COUR :—Hood vs The Mechanics Bank, 980 ; The Montreal Loan & Mortgage Co vs héritiers Mathieu, 980.**
- VENTE DE LIMITES A BOIS, 968.**
- VENTE PAR LICITATION :—Collin vs Dme Loader et al, 980.**
- VENTES PAR LES SHERIFFS**
- ARTHABASKA :—Alie vs Guilmette, 981 ; Sénécal vs Brunelle, 982.**
- BEAUHARNOIS :—Dme Bougie vs Bariteau, 982.**
- MONTREAL :—Dme Caverhill vs Dme Mackay et vir, 983.**
- OTTAWA :—Chalifoux & Fils vs Charlebois, 983 ; Chalifoux & Fils vs Chs. Larcher, 984 ; Chalifoux & Fils vs Milly Larcher, 984 ; The Loynachan Scriver Coy vs Creton, 984.**
- QUÉBEC :—La Société de Prêts et Placements vs Matte, 985 ; Morse vs The Lewis County Railway Coy, 985 ; Paquet vs Rivard, 985.**
- TROIS RIVIÈRES :—La Banque Nationale vs Dme Garneau et vir, 986.**
- PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 972 ; Legislative Council, 971.**
- EXAMINATIONS :—Bar of :—Quebec, 978 ; Montreal, 977 ; Cullers, 966.**
- INSOLVENTS :— Childs, 987 ; Dufresne & Cie, 979 ; Fickler, 987 ; Getz, 987 ; Lavigne, 979 ; Robitaille, 979 ; Shiller, 978 ; The Canada Hardware Co., 979 ; Trahan, 979 ; Tremblay, 987.**
- LETTERS PATENT :—The Andrew H. McDowell Coy, 967.**
- LETTERS PATENT ISSUED :— Le Club Social de Beauceville, 987.**
- SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—La Compagnie du Téléphone Saint Maurice et Champlain, 967.**
- SCHOOL MUNICIPALITIES :—Applications to annex or to erect, &c. :— Lot 346 of Sainte Anne du Sault, county of Arthabaska, to Sainte Eulalie, county of Nicolet, 968 ; L'Ascension, county of Montcalm, 968.**
- SCHOOL MUNICIPALITIES ANNEXED :—Several lots of Saint Damase to Saint Moise, 968 ; Lot 94, of Sainte Brigitte to la Visitation de la B. V. Marie, 968 ; Several ranges of the township of Montauban to N. D. des Anges de Montauban, 967.**
- APPOINTMENTS :—Justices of the peace :—Districts of :—Beauce, 965 ; Beauharnois, 965 ; Montreal, 965 ; Quebec, 965.**
- NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :— From A. Durocher by H. L. Cardin, 968.**
- NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—To Ant. Raoul Leduc, 966.**
- RULE OF COURT :—Hood vs The Mechanics Bank, 980 ; The Montreal Loan & Mortgage Co vs heirs Mathieu, 980.**
- SALE OF TIMBER LIMITS, 968.**
- SALE BY LICITATION :—Collin vs Dme Loader et al, 980.**
- SHERIFFS' SALES**
- ARTHABASKA :—Alie vs Guilmette, 981 ; Sénécal vs Brunelle, 982.**
- BEAUHARNOIS :—Dme Bougie vs Bariteau, 982.**
- MONTREAL :—Dme Caverhill vs Dme Mackay et vir, 983.**
- OTTAWA :—Chalifoux & Fils vs Charlebois, 983 ; Chalifoux & Fils vs Larcher, 984 ; Chalifoux & Fils vs Milly Larcher, 984 ; The Loynachan Scriver Coy vs Creton, 984.**
- QUEBEC :—La Société de Prêts et Placements vs Matte, 985 ; Morse vs The Lewis County Railway Coy, 985 ; Paquet vs Rivard, 985.**
- THREE RIVERS :—La Banque Nationale vs Dme Garneau et vir, 986.**